



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES DEUX-SEVRES

Direction Départementale des Territoires

**ARRÊTE préfectoral du 20 juillet 2012 modifiant  
l'arrêté du 22 décembre 2010 portant agrément de la  
SARP Sud Ouest agence AVSP  
pour la réalisation des vidanges et la prise en charge du  
transport et l'élimination des matières extraites des  
installations d'assainissement non collectif**

Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;
- Vu** le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;
- Vu** l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;
- Vu** l'arrêté du 3 décembre 2010, modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;
- Vu** les modalités de gestion des matières de vidange proposées dans le cadre du schéma départemental d'élimination des matières de vidange ;
- Vu** la demande d'agrément reçue le 8 avril 2010, présentée par l'entreprise SARP Sud Ouest Agence AVSP - 7, rue Lavoisier – 79300 BRESSUIRE, représenté par M. Cédric BONIN responsable d'agence ;
- Vu** la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau du 5 mai 2010 ;
- Vu** les compléments au dossier reçus le 4 octobre 2010 ;
- Vu** la demande de M. Cédric BONIN, responsable de l'agence de la SARP Sud Ouest du 18 juin 2012, concernant l'ajout du centre de traitement des matières de vidange de la station d'épuration de "Pompairain" PARTHENAY (79) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

## ARRETE

### Article 1 : Objet de l'arrêté :

Les alinéas 1 et 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2012 "Description de l'activité "est remplacé par les dispositions suivantes :

« La SARP Sud Ouest Agence AVSP, assurera la collecte des matières de vidange ainsi que le transport jusqu'au lieu d'élimination conformément aux dispositions contenues dans la demande d'agrément.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Goilard à Niort, pour 1000 m<sup>3</sup>/an convention du 10 août 2010 ;
  - dépotage dans la station d'épuration de la vergnée à Frontenay Rohan Rohan, pour 120 m<sup>3</sup>/an convention du 10 août 2010 ;
  - dépotage dans la station d'épuration de pelle chat à Saint-Gelais, pour 120 m<sup>3</sup>/an convention du 10 août 2010 ;
  - dépotage dans la station d'épuration de Bressuire, pour 900 m<sup>3</sup>/an convention du 27 août 2010 ;
  - dépotage dans la station d'épuration de Parthenay, pour 8 m<sup>3</sup>/jour, convention du 25 mai 2012 ;
- sans dépasser la quantité maximale de 2140 m<sup>3</sup>/an. »

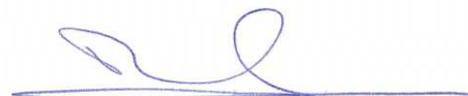
### Article 2 : Autres dispositions

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2012 restent inchangées.

### Article 3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,  
le directeur départemental des territoires,  
le lieutenant colonel, commandant le groupement de gendarmerie des Deux-Sèvres,  
les maires de Parthenay, Niort, Saint-Gelais, Frontenay Rohan-Rohan et Bressuire,  
le responsable du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques des Deux-Sèvres,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Niort, le 20 juillet 2012  
Pour le Préfet et par délégation,  
P/le directeur et par subdélégation,  
l'adjoint au chef de service eau environnement ,



Pierre BONNICEL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.